

Mme TALL
PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL
DU GOUVERNEMENT

REPUBLICQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

ORDONNANCE N°2022- 005 /PT-RM DU 22 FEV 2022

PORTANT CREATION DE L'AGENCE NATIONALE D'EVALUATION
ET D'ACCREDITATION DES ETABLISSEMENTS DE SANTE

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

- Vu la Constitution ;
- Vu la Charte de la Transition ;
- Vu la Loi n°90-110/AN-RM du 18 octobre 1990, modifiée, portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du fonctionnement des établissements publics à caractère administratif ;
- Vu la Loi n°02-049 du 22 juillet 2002, modifiée, portant loi d'orientation sur la santé ;
- Vu la Loi n°02-050 du 22 juillet 2002, modifiée, portant loi hospitalière ;
- Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;
- Vu la Loi n°2021-068 du 23 décembre 2021 autorisant le Gouvernement à prendre certaines mesures par ordonnances ;
- Vu le Décret n°204/PG-RM du 21 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics ;
- Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;
- Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021 portant nomination des membres du Gouvernement ;

La Cour Suprême entendue,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

CHAPITRE I : DE LA CREATION ET DE LA MISSION

Article 1^{er} : Il est créé un établissement public national à caractère administratif dénommé « Agence nationale d'Evaluation et d'Accréditation des Etablissements de Santé », en abrégé ANAES.

Article 2 : L'Agence nationale d'Evaluation et d'Accréditation des Etablissements de Santé a pour mission d'assurer l'évaluation et l'accréditation des établissements de Santé.

A ce titre, elle est chargée :

- de procéder à l'évaluation externe des établissements de Santé en ce qui concerne la qualité des soins, la maîtrise des coûts et l'impact en termes de santé publique et médico-économique ;
- de procéder à l'évaluation des établissements de Santé en vue de leur classement en niveau de référence dans le système de Santé ;
- de favoriser au sein des établissements de santé le développement de l'évaluation des soins et des pratiques professionnelles ;
- d'apporter aux établissements de Santé des conseils techniques ;
- d'établir et de mettre en œuvre des procédures d'accréditation des établissements de Santé ;
- de proposer au ministre chargé de la Santé l'accréditation des établissements de Santé ;
- de proposer au ministre chargé de la Santé la souscription et le retrait de la souscription aux organismes d'assurance publics ;
- de donner au ministre chargé de la Santé tout avis qu'elle juge utile pour permettre aux établissements de Santé de mieux remplir leurs missions.

CHAPITRE II : DE LA DOTATION INITIALE ET DES RESSOURCES

Article 3 : L'Agence nationale d'Evaluation et d'Accréditation des Etablissements de Santé (ANAES) reçoit en dotation initiale les biens meubles et immeubles de l'Agence nationale d'Evaluation des Hôpitaux (ANEH).

Article 4 : Les ressources de l'Agence nationale d'Evaluation et d'Accréditation des Etablissements de Santé sont constituées par :

- les subventions de l'Etat ;
- les revenus provenant des évaluations liés à l'accréditation ;
- les emprunts ;
- les dons et legs ;
- les produits d'aliénation des biens meubles et immeubles ;
- les produits des participations financières ;
- les contributions des partenaires techniques et financiers ;
- les ressources diverses.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS FINALES

Article 5 : Un décret pris en Conseil des Ministres fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Agence nationale d'Evaluation et d'Accréditation des Etablissements de Santé.

Article 6 : La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au Journal officiel.

Bamako, le 22 FEV 2022

Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,


Colonel Assimi GOITA

Le Premier ministre,


Choguel Kokalla MAIGA

Le ministre de la Santé et
du Développement social,


Madame Diéminatou SANGARE

Le ministre de l'Economie
et des Finances,


Alousséni SANOU